SENEGAL
TOP

# Les Cibles

AEME
Agence pour l'Economie et la Maitrise de l'Energie
ASP
PSA
ANER
SENEGAL
République du Sénégal
MINISTÈRE DU PÉTROLE ET DES ENERGIES
INPG
INSTITUT NATIONAL DU PÉTROLE ET DU GAZ
ASER
RGS
Réseau Gazier du Sénégal
sar
senelec

# L’Europe approvisionné en GNL par le Sénégal

Le Sénégal est en discussions avancées avec l’Allemagne pour participer à des projets autour des ressources gazières et dessiner les contours d’un approvisionnement du marché européens, ont annoncé le chancelier allemand Olaf Scholz et le président sénégalais Macky Sall, lors d'une conférence de presse commune. Les deux dirigeants ont également évoqué les conséquences de la guerre en Ukraine et son impact sur l'approvisionnement énergétique, notamment pour l'Allemagne, très dépendante du gaz russe.

Le Sénégal fonde de grands espoirs sur la future exploitation conjointe avec la Mauritanie des gisements de gaz et de pétrole découverts dans l'Atlantique ces dernières années. Le président sénégalais a prévu le début de la production en décembre 2023, à un rythme initial de 2,5 millions de tonnes de gaz naturel liquéfié par an, et de 10 millions en 2030.

Selon le président Macky Sall, le Sénégal est prêt à travailler dans une perspective d’alimenter le marché européen en GNL. Il a été demandé à l’Allemagne un accompagnement pour le développement de ces ressources de gaz, pour la production de GNL à partir de l’Afrique vers l’Europe, et aussi pour la production de gaz destinée à alimenter les centrales électriques locales ou gas-to-power. L'Allemagne est déjà impliquée dans des projets d'énergie durable ou de stockage de l'énergie, et les discussions ont été engagées au sujet du gaz.

Le président Macky Sall s'est à nouveau opposé à un arrêt du financement de l'exploitation des énergies fossiles au motif de lutter contre le réchauffement climatique. Une vingtaine de pays, dont les États-Unis et la France, se sont engagés lors de la conférence sur le climat COP26 en 2021 à mettre fin au financement étranger

des projets d'exploitation de combustibles fossiles sans technologies de capture du carbone d'ici à la fin de 2022. Cela relance effectivement la question du financement des énergies fossiles compte tenu des enjeux économiques et de l'intérêt commun d'accomplir des progrès.

L'Afrique est un continent d'1,3 milliard d'habitants, dont 600 millions n'ont pas accès à l'électricité », a déclaré Macky Sall. Il convient donc de rajouter qu'il serait injuste dans la recherche de solution de vouloir interdire à l'Afrique d'utiliser les ressources naturelles qui sont dans son sous-sol.

Le dirigeant allemand, Olaf Scholz, a déclaré que l'Europe et ses alliés ne devraient pas empêcher quelques pays dans le monde d'exploiter leurs possibilités parce qu'ils n'avaient pas les capacités financières de le faire ou parce qu'ils n'en avaient pas encore eu l'occasion.

## Début de la deuxième phase du projet gazier Grand-Tortue

Alors que la première phase du projet gazier Grand-Tortue Ahmeyim (GTA) est achevée à 80 %, le président Macky Sall anticipe l'étape suivante, laquelle devrait démarrer entre 2024 et 2025.

Dans la phase 2, qui viendra immédiatement après la phase 1, nous prévoyons de produire 5 millions de tonnes de gaz [en 2027], avec l'objectif d'atteindre 10 millions de tonnes de gaz [en 2030] », a déclaré le président Macky Sall lors d'une rencontre consacrée au secteur des hydrocarbures et de l'énergie en général, à Dakar le 1er septembre. Selon le président sénégalais, cette deuxième étape nécessitera des

investissements d'environ 5 milliards de dollars et devrait permettre d'atteindre une production de 10 millions de tonnes de gaz en 2030.

Ce projet, développé par le britannique BP ainsi que l'américain Kosmos Energy, devrait permettre au Sénégal, à l'issue de la phase 1, de produire 2,5 millions de tonnes de gaz par an à partir de la fin de 2023. Une unité flottante de production, de stockage et de déchargement – bâtiment conçu pour les hydrocarbures produits en mer a déjà quitté la Chine pour rejoindre le site, a annoncé Gordon Birrell, vice-président exécutif de BP chargé de la production et des opérations.

BP travaille avec le gouvernement mauritanien pour trouver la voie de développement la plus intéressante pour le champ gazier de BirAllah, et BP est également en dialogue avancé pour explorer le développement d'un projet national de gaz à usage domestique appelée Yakaar, selon le vice-président Birrell Sangomar, un autre projet pétrolier et gazier attendu depuis longtemps, devrait également entrer en production au second semestre 2023. La société australienne Woodside détient 82 % du champ développé au large des côtes sénégalaises, le reste étant détenu par la compagnie pétrolière nationale Petrosen, le projet est déjà achevé à 60 %.

La phase 2 de Sangomar nécessiterait des investissements d'une valeur de 2,5 milliards de dollars et devrait produire environ 100 000 barils de pétrole par jour, mais aucun autre détail n'a été divulgué.

Selon certaines prévisions, les recettes directes pour le Sénégal pourraient atteindre, à partir de 2030, jusqu'à 400 milliards de francs CFA (605 millions de dollars).

## Pétrole et gaz au Sénégal : 2023, année de réalisation

L'Afrique dispose d'un important potentiel pétrolier et gazier et que ce potentiel était largement sous-exploité. Dans la même région, un autre pays de la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), le Sénégal, est sur le point de devenir un pays producteur et exportateur d'hydrocarbures (pétrole et gaz naturel).

Deux grands projets sont actuellement en cours de développement en vue d'un début de production en 2023 : un projet gazier et un projet pétrolier. Parmi leurs points communs, ils sont tous deux offshore (au large des côtes du pays), les découvertes concernées datent de la même période (2014-2015), elles ont été faites par des entreprises américaines ou britanniques qui ne font pas partie des géants de l'industrie pétrolière. Ces deux projets permettront au Sénégal de devenir un producteur et un exportateur de pétrole et de gaz naturel.

Le projet pétrolier est important mais le projet gazier est également très important. Le projet gazier implique deux pays, le Sénégal et la Mauritanie, car les découvertes faites à partir de 2015 sont situées de part et d'autre de la frontière maritime entre ces deux voisins. Le projet couvre cinq permis, dont deux au large du Sénégal et trois au large de la Mauritanie. Pour le pétrole, cependant, les découvertes faites en 2014 relèvent uniquement de la souveraineté du Sénégal.

Le consortium, chargé de la gestion du projet gazier, est composé du géant britannique BP, de Kosmos Energy (États-Unis) et des sociétés nationales des deux pays concernés, Petrosen (Sénégal) et la Société Mauritanienne des Hydrocarbures (SMH).

La participation de BP est de 60% au Sénégal et de 62% en Mauritanie. Les intérêts de

Kosmos sont respectivement de 30% et 28%. La participation de Petrosen au Sénégal et celle de SMH en Mauritanie sont de 10% chacune. Pour le projet pétrolier, la société australienne Woodside Energy détient une participation de 82% en association avec Petrosen (18%). BP et Woodside sont les opérateurs de ces deux projets, c'est-à-dire les leaders.

La production future sera principalement destinée à l'exportation. Pour le gaz naturel, une petite partie de cette production alimentera le Sénégal et la Mauritanie. Mais l'essentiel sera exporté sous forme de GNL transporté par bateau (méthaniers). Le GNL sera commercialisé par BP Gas Marketing. Le groupe britannique estime que le projet gazier Sénégal/Mauritanie est bien positionné pour exporter du GNL vers les marchés d'Europe, d'Amérique du Sud et d'Asie.

Il faut noter que les ressources attendues de ces forages sont très importantes. Elles sont estimées à environ 420 milliards de mètres cubes. Ce chiffre peut être comparé à la consommation de gaz de l'ensemble du continent africain en 2020. Le projet pourrait, en théorie, couvrir toute la consommation de gaz de l'Afrique pendant un peu moins de trois ans.

Ces 420 milliards de mètres cubes ne donnent qu'une idée partielle du potentiel gazier du projet Sénégal/Mauritanie. Selon BP, la zone pourrait contenir jusqu'à 2 800 milliards de mètres cubes de gaz naturel. Le potentiel confirmé est suffisant pour lancer un très grand projet gazier. C'est l'une des principales raisons pour lesquelles BP, la troisième compagnie pétrolière privée au monde après ExxonMobil et Royal Dutch Shell, s'est lancée dans ce projet et en a pris la tête. Il n'est pas étonnant que les géants du pétrole, les "Majors", s'intéressent à ces projets d'envergures...

## Le Sénégal se fraye un chemin parmi les pays exportateurs de gaz

Dans un contexte de la crise énergétique mondiale, le Sénégal a rejoint le Forum des pays exportateurs de gaz, dont le poids géopolitique a augmenté ces derniers mois. Le Sénégal a rejoint le Forum des pays exportateurs de gaz (GECF), parfois appelé "l'Opep du gaz", mardi 25 octobre lors de la réunion de son conseil ministériel au Caire.

Le pays sera membre observateur pendant un an avant de devenir le 20e membre à part entière en 2023 et le début de la production du champ de Grand Tortue Ahmeyim (GTA), un méga projet de développement gazier à la frontière maritime entre le Sénégal et la Mauritanie. Au total, 500 milliards de mètres cubes de gaz ont été découverts en 2016.

Moins connu que l'organisation des pays producteurs de pétrole, Le GECF représente tout de même 43% de la production de gaz et 70% des réserves mondiales. le Sénégal ne veut pas renoncer à ses ambitions de richesse et d'industrialisation, malgré la pression des pays occidentaux et le fait qu'ils ont cessé de financer des projets d'énergie fossile à l'étranger afin de lutter contre le changement climatique.

Le message du président Macky Sall semble plus susceptible d'être entendu par les Européens, qui cherchent à diversifier leurs approvisionnements depuis l'invasion de l'Ukraine par la Russie. L'Allemagne et la Pologne ont déjà manifesté leur intérêt pour le gaz sénégalais. Mais il faudra certainement renégocier, car les premières livraisons de gaz sénégalais sont réservées au marché asiatique. Les champs partagés avec la Mauritanie dans l'Atlantique devraient produire 2,5 millions de tonnes de GNL par an à partir du dernier trimestre 2023, puis 10 millions à partir de 2030.
Les gisements de pétrole et de gaz ne représentent respectivement que 0,07% et 0,5%

des réserves mondiales, mais "ils sont suffisamment significatifs à l'échelle de notre pays pour changer radicalement son économie, son tissu industriel et donc ses perspectives, a déclaré la ministre du Pétrole Sophie Gladima. "Le simple fait d'exploiter nos hydrocarbures va nous permettre non seulement d'accélérer l'accès universel à l'électricité, mais aussi et surtout de baisser le coût de production pour favoriser l'industrialisation du pays", a-t-elle précisé.
Le Sénégal est encore un petit producteur parmi les géants qui composent le GECF, comme le Qatar, l'Iran, la Russie et l'Algérie, et de plus en plus de pays africains y ont adhéré ces dernières années, comme le Nigeria, l'Angola et peut-être la Mauritanie.

## La centrale à gaz du Cap des Biches va produire en 2024

Premier projet de production indépendante porté par des capitaux sénégalais, l'installation de 350 millions d'euros, qui est déjà en construction, a bouclé son financement avec Africa Finance Corporation.
La centrale à cycle combiné à gaz du Cap des Biches, située à Rufisque près de Dakar, est développée par WEA (West African Energy) et va entrer dans la phase finale de construction.
D'un coût de plus de 350 millions d'euros, ce premier IPP 100% sénégalais est désormais entièrement financé. Ceci grâce à la signature d'une ligne de crédit très importante le 9 décembre à Dakar par Africa Finance Corporation, en présence de nombreux officiels et parties prenantes, dont la ministre sénégalaise du pétrole et de l'énergie, Sophie Gladima et Samaila Zubairu, PDG d'Africa Finance Corporation (AFC).

AFC (société d'investissement de la galaxie Banque africaine de développement) apporte en effet un financement lourd de 330 millions d'euros à la société de projet qui porte ce PPP de 25 ans.
Construite par le groupe turc Çalık Enerji et l'américain GE (fournisseur des turbines notamment), la centrale à gaz aura une capacité de 300 MW (365 MW avec la turbine à vapeur), ce qui permettra à elle seule d'augmenter de plus de 20% la capacité électrique.

Les travaux lancés depuis 2021, sont avancés de plus de 40% car, avant même que le financement à long terme ne soit bouclé, WEA a pu faire appel à des lignes de crédit intermédiaires pour commencer la construction.

Le groupe bancaire Coris Bank International, basé au Burjina Faso, aurait réalisé le montage financier et mobilisé près de 117 millions d'euros. Les autres financeurs sont la Mauritius Commercial Bank et Afreximbank.
En termes de fonds propres, les actionnaires, tous sénégalais, dont plusieurs hommes d'affaires ont injecté un total de 80 millions d'euros dans WEA. L'opérateur public d'électricité Senelec a également signé un contrat à long terme pour racheter l'électricité qui sera produite au Cap des Biches et contribue à hauteur de 15% du capital.

A son achèvement en 2024, la future centrale électrique fonctionnera dans un premier temps au naphte. Elle passera ensuite au gaz naturel dès la mise en exploitation des champs offshore sénégalais (Sangomar, GTA, Yaakar Teranga) et la construction des infrastructures de transport du gaz, dans une logique de gas-to-power qui sera un facteur clé du développement du pays.

## Le défis de l’énergie propre

La flambée des bénéfices des compagnies pétrolières réalisées en 2022 a incité certaines d'entre elles à faire volte-face. En raison de la rentabilité du pétrole et du gaz, BP prévoit d'investir environ 1 milliard de dollars de plus par an dans la production de combustibles fossiles pour le reste de la décennie. Mieux, les entreprises à faibles émissions de carbone seront financées par un montant similaire. Dans un communiqué publié mardi, le directeur général de BP, Bernard Looney, a indiqué que la société ajusterait ses plans de réduction de la production de pétrole et de gaz dans les années à venir, ce qui entraînerait des émissions de carbone plus élevées qu'on ne le pensait auparavant.

Ce changement semble être le résultat des tendances géopolitiques causés, au moins ou en partie, par la guerre en Ukraine, qui a fait monter en flèche les prix du pétrole et du gaz naturel. Pendant que ces commentaires été faits, la société BP a annoncé des bénéfices annuels records pour 2022 : 27,7 milliards de dollars, soit près du double du bénéfice ajusté pour 2021.

Selon M. Looney, beaucoup de choses ont changé depuis qu'il a pris ce qui était considéré comme des engagements de pointe pour mettre fin à la production de pétrole et de gaz et réduire les émissions de carbone.

La conversation d'il y a trois ou quatre ans tournait autour d'une énergie plus propre, à faible émission de carbone", a-t-il déclaré. "Aujourd'hui, il y a beaucoup plus de discussions sur la sécurité énergétique, la rentabilité de l'énergie."

Il y a eu des spéculations selon lesquelles la décision de M. Looney pourrait signaler un changement majeur chez BP et, peut-être, d'autres compagnies pétrolières

européennes.

Ces dernières années, ces entreprises ont restreint leurs investissements et se sont concentrées sur les dividendes et les rachats d'actions pour rester rentables. Jusqu'à récemment, peu de compagnies pétrolières, telles que BP et Shell, se sont engagées à réduire leur empreinte carbone en investissant dans les énergies renouvelables. Cependant, les activités pétrolières et gazières sont aujourd'hui très différentes de celles de 2020. À cette époque, M. Looney, PDG nouvellement nommé, avait promis d'augmenter les investissements dans les énergies propres (solaire et éolienne) et de réduire la production de pétrole et de gaz de 40 % d'ici la fin de la décennie. Certains analystes ont prédit que le pétrole et le gaz étaient en déclin à l'époque, alors que les géants pétroliers se tournaient vers d'autres investissements pour rester à flot. BP a pris 17 milliards de dollars de réductions de valeur sur la valeur de ses champs de pétrole et de gaz, estimant qu'ils ne valaient plus les sommes inscrites dans les livres de l'entreprise. D'autres entreprises ont pris des mesures similaires.

Trois ans plus tard, le paysage a changé. Le prix du brut Brent, la référence internationale du pétrole, était de 101 dollars le baril l'an dernier, soit plus du double du prix de 2020, et le prix du gaz naturel a bondi parce que la Russie a coupé l'approvisionnement de l'Europe, obligeant les producteurs de pétrole à enregistrer des bénéfices.

Alors que la société prend du recul par rapport à ses plans ambitieux pour se rendre plus verte, les investisseurs ont salué l'annonce et le cours de l'action de BP a augmenté d'environ 8 %.

On peut se demander comment les écologistes et autres défenseurs du changement climatique réagiront à cette nouvelle. Les combustibles fossiles sont tellement ancrés dans la société moderne que malgré les tentatives mondiales de réduire la production de pétrole et de gaz, les humains en dépendent toujours pour leur énergie - les produits pétroliers et la vie moderne sont devenus indissociables. Les impacts du changement climatique semblent être compensés par les bénéfices des combustibles fossiles.

Malgré certaines politiques et de nombreux efforts pour limiter ou éliminer progressivement les combustibles fossiles, le besoin de cette ressource reste très fort.

## Un accord sur le contenu local entre le Sénégal et le Nigeria

Lors de la 7e exposition et conférence internationales sur le pétrole en Afrique subsaharienne à Lagos, le Nigeria et le Sénégal ont signé un protocole d'accord (MoU) sur le contenu local. Le Conseil nigérian de surveillance du développement du contenu, un organisme du gouvernement fédéral, a signé un protocole d'accord avec l'Agence nationale de surveillance du contenu local du Sénégal pour renforcer le contenu local dans l'industrie pétrolière et gazière du Sénégal. Le ST-CNSCL recevra des conseils et des orientations stratégiques du NCDMB concernant l'élaboration et la mise en œuvre de la législation sur l'énergie dans le cadre du protocole d'accord signé entre les agences.

La première production pétrolière et gazière du Sénégal est prévue pour la fin de l'année, suite à la signature de l'accord.

Selon l'envoyé du Sénégal, le secrétaire permanent adjoint de COS Petrogaz, Mamadou Fall Kane, le Sénégal a beaucoup à apprendre du Nigeria, qui a atteint 54 % de l'objectif de 70 % de contenu local d'ici 2027.

J'ai conçu ce cadre de partenariat avec le NCDMB depuis un an et c'est très gratifiant que cet événement se tienne aujourd'hui. Avec la signature de cette collaboration, le Sénégal a beaucoup à apprendre du Nigeria sur la manière d'approfondir son objectif de contenu local. Cela profiterait grandement à tous les Sénégalais alors que le pays s'oriente vers le développement de nos ressources naturelles », a-t-il déclaré.

Le secrétaire exécutif du NCDMB, Simbi Wabote, a souligné que le partenariat ne consiste pas seulement à améliorer le contenu local au Sénégal, mais également à renforcer les capacités et les relations commerciales au Sénégal.

Sangomar Oil Development et Greater Tortue Ahmeyim Gas sont deux projets qui ajouteront le Sénégal à la liste des pays africains producteurs de pétrole et de gaz en 2023. Compte tenu du protocole d'accord entre les deux parties, le Sénégal peut s'assurer que sa population, ses entreprises et son économie profitent des avantages du développement pétrolier et gazier, de l'exploitation et de la monétisation des réserves.

Pour innover dans les mécanismes de financement de l'énergie et améliorer l'entretien des champs pétrolifères et des infrastructures, la coopération en matière de contenu local entre les pays africains est essentielle.
À l'avenir, leurs homologues africains imiteront, espérons-le, le partenariat entre le Nigeria et le Sénégal, car le continent a désespérément besoin d'une collaboration solide et durable entre les pays. Il devient de plus en plus courant pour les pays africains de découvrir des hydrocarbures, de sorte que les nations expérimentées doivent partager leurs connaissances et leurs conseils avec les nouveaux arrivants dans ces domaines critiques : exploration, production, recherche et développement, expertise technique et développement des capacités humaines. La demande d'énergie devrait augmenter de manière significative en raison de l'augmentation prévue de la population et de l'industrialisation, il sera donc très gratifiant pour les pays africains de former un partenariat solide pour construire un avenir durable.

## La pénurie de carburant n'est pas une tentative délibérée d'influencer les élections, selon la NNPC

Alors que le Nigeria se prépare pour des élections remarquables car elles annonceront une transition du gouvernement de celui dirigé par le président Buhari à un gouvernement nouvellement élu, le pays connaît une grave pénurie de carburant et une hausse des prix des produits pétroliers. Il y a eu plusieurs allégations de jeu déloyal de la part du gouvernement, don't l'une provient de l'aspirant présidentiel du parti au pouvoir (APC).

Répondant aux allégations du candidat à la présidence du « All Progressives Congress (APC), Bola Tinubu, la Nigerian National Petroleum Company Limited (NNPC) dans une déclaration qu'elle a faite la semaine dernière a dit qu'elle n'avait rien à gagner en créant intentionnellement une pénurie artificielle de carburant visant à influencer le résultat des élections législatives prévues les 28 février et 11 mars 2023.

La pénurie de carburant a entraîné une flambée des prix des produits pétroliers et les Nigérians se plaignent amèrement des longues files d'attente de carburant et de la rareté de l'essence dans les stations-service. Une « Major Oil Marketer Association of Nigeria (MOMAN) avait soutenu que la NNPC n'avait pas la capacité de fournir la quantité d'essence qui serait suffisante pour répondre aux besoins de tous les Nigérians.

Au cours de sa campagne présidentielle, Monsieur Tinubu avait allégué que la pénurie d'essence et la refonte du naira qui a conduit à des pénuries de disponibilité du naira avaient toutes été faites dans le but de saborder ses chances de remporter les élections présidentielles. Mais le directeur général du groupe de la NNPC qui s'est exprimé sur la Nigerian Television Authority (NTA) a mentionné que la rareté des

produits pétroliers n'était pas nouvelle au Nigeria et que ça ne visait aucun individu.

Selon lui, la pénurie de produits pétroliers avait commencé en 2022 et cela malgré tous les efforts et tentatives déployés par le gouvernement actuel pour régler le problème. Il a affirmé que la pénurie des produits pétroliers n'était pas due à la rareté du produit, mais à l'augmentation des frais de manutention et de logistique qui résultait de la dynamique du marché.

Il a en outre expliqué que pour livrer les 65 millions de litres d'essence dont le Nigeria a besoin, il doit y avoir un minimum de 2000 camions-citernes sillonnant les routes quotidiennement, et ces camions-citernes peuvent prendre jusqu'à une semaine pour arriver à destination. M. Kyari a affirmé qu'il n'y avait pas de pénurie d'essence, que les problèmes logistiques seraient bientôt résolus et que la normalité devrait revenir.

Devenir membre
**https://aspsa.africa/membres/**

## Contactez nous

Cité Keur Gorgui Lot 71 Suite # 2G
https://www.aspsa.africa
info@aspsa.africa
+221 33 864 74 97 +221 77 155 54 32

Association pour la Solidarité Panafricaine * Pan-African Solidarity Association *
ASP
PSA